

Cadre logique du projet				
	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables et quantifiés	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques
Objectif global	Quels sont le ou les objectif(s) global(aux) d'ensemble auquel l'action va contribuer ?	Quelle est l'indicateur-clé lié à ce ou ces objectif(s) global(aux)?	Quelles sont les sources d'information pour cet indicateur ?	
	Contribuer à l'éradication des pires formes de travail des enfants et des formes de violences associées faites aux enfants dans les zones minières de la région de Geita.	- # de filles et # de garçons (5 à 13 ans) et # d'adolescentes et adolescents (14 à 17 ans) retirés des pires formes de travail des enfants - % de réduction des filles et garçons de 5 à 17 ans impliqués dans les pires formes de travail des enfants à la fin du projet - # d'enfants, en particulier de filles, souffrant ou risquant fortement d'être confrontés à la violence qui requièrent des services de protection et de soins appropriés	Recensement de la population et des ménages Profil de district publié par les 3 Conseils de district Etude de base (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Évaluation à mi-parcours (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Rapport d'évaluation finale (quantitative et qualitative avec une composante CAP)	
Objectifs spécifiques	Quels objectifs spécifiques l'action doit-elle atteindre comme contribution à ou aux objectifs globaux ?	Quels indicateurs montrent en détail, que les objectifs de l'action sont atteints ?	Quelles sources d'information existent et peuvent être rassemblées ? Quelles sont les méthodes pour obtenir ces informations ?	Facteurs et conditions nécessaires à l'atteinte de cet objectif ? (Conditions externes) Quels sont les risques à prendre en considération ?
	Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités des garants de droits et des principales parties prenantes à travers des Systèmes de protection de l'enfant efficaces pour détecter, prévenir et répondre aux cas de violence ainsi que réhabiliter les enfants victimes ou à risque d'être confrontés aux pires formes de travail et formes de violence associées.	- % de filles et de garçons déclarant se sentir en sécurité dans leur communauté - # de cas de filles et de garçons victimes des pires formes de travail ou de violences reportés - % de cas reportés qui ont reçus des services - % de cas de filles et % de cas de garçons référés à des services de protection ayant eu un dénouement positif à la fin du projet	Etude de base (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Évaluation à mi-parcours (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Rapport d'évaluation finale (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Système de gestion de l'information sur la Protection de l'Enfant: information sur le nombre de cas reportés, types de services reçus, résultats de chaque cas traité et type d'activités de sensibilisation tenues et nombre de personnes atteintes	Il y a une stabilité politique continue, à tous les niveaux. Les départements des districts, les autorités des circonscriptions et leurs représentants au niveau des villages et GEREMA ont des ressources humaines et les moyens adéquats pour jouer leur rôle respectif dans le projet et en particulier dans l'implémentation du système de protection de l'enfant. Les relations entre la société civile et les autorités locales restent très bonnes. Les autorités du district, les leaders et décideurs locaux ont la volonté d'allouer des ressources pour lutter contre les pires formes de travail des enfants à travers les départements des Affaires Sociales, du Développement Communautaire, de l'Exploitation Minière et de la Planification.
	Objectif spécifique 2 : Favoriser l'amélioration des conditions socio-économiques et la santé des enfants issus de foyers vulnérables.	- # de filles et # de garçons retirés des pires formes de travail qui peuvent citer au moins 2 changements positifs dans leur vie quotidienne - % de filles et de garçons (5 à 13 ans) et % d'adolescentes et d'adolescents (14 à 17 ans) retirés des pires formes de travail inscrits respectivement à l'école primaire et secondaire à la fin du projet - # d'adolescentes et d'adolescents (14 à 17 ans) qui font partie d'une AJEC ou d'une AGR qui considère que leur sécurité économique s'est améliorée	Etude de base (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Évaluation à mi-parcours (quantitative et qualitative avec une composante CAP) Rapport d'évaluation finale (quantitative et qualitative avec une composante CAP)	Les autorités du district ont la volonté et les capacités d'allouer des ressources (humaines et matérielles) pour lutter contre le travail des enfants à travers les départements de l'Éducation, du Développement Communautaire et de la Santé au minimum. Les enfants des communautés d'intervention sont autorisés à prendre part aux activités par leurs parents. Les communautés sont pleinement investies. Les communautés acceptent de former des AVEC, AJEC, Associations d'AVEC, de créer des AGR et d'utiliser les fonds sociaux et éducatifs au bénéfice de la communauté. Il n'y a pas de crise économique majeure qui engendrerait une augmentation du travail des enfants et la réduction des opportunités d'améliorer la sécurité économique.
Résultats attendus	Les résultats sont les réalisations qui vont permettre l'atteinte de l'objectif spécifique. Quels sont les résultats attendus (Numérotez, ces résultats) ?	Quels indicateurs permettent de vérifier et de mesurer que l'action atteint les résultats attendus ?	Quelles sont les sources d'information pour ces indicateurs ?	Quelles conditions externes doivent être réalisées pour obtenir les résultats attendus dans le temps escompté ?
	Résultat 1 : Les systèmes de protection des enfants au niveau du district, des circonscriptions et des villages sont renforcés	- # de services des Affaires Sociales ayant les capacités techniques de soutenir le passage à l'échelle des systèmes de protection de l'enfant - # d'Équipes de Protection de l'Enfant au niveau des districts, des circonscriptions et de Conseils pour les Enfants les plus vulnérables opérationnels - % de membres des communautés conscients de l'impact négatif de la violence et des pires formes de travail des enfants et sachant comment reporter un cas de violence ou de travail des enfants	Etude de base Rapport d'évaluation à mi-parcours Rapport d'évaluation finale Liste des membres des Équipes de Protection de l'Enfant au niveau des districts et des circonscriptions et des Conseils pour les Enfants les Plus Vulnérables au niveau des villages Système de gestion de l'information pour la protection de l'enfant; procès verbaux des Conseils d'Enfants, Rapports mensuels des personnes ressources communautaires de NELICO, rapports de formation et des réunions de plaidoyer Rapports annuels du projet	Il n'y a pas de rotation de personnel trop importante au sein des services du district et les ressources humaines restent les mêmes. Des bureaux et du personnel dédié sont alloués par le gouvernement et la police aux Services des Affaires Sociales et au Bureau pour les Enfants et en faveur de l'Égalité des Sexes. Les Départements des Affaires sociales et les formateurs nationaux se rendent disponibles pour renforcer les capacités des Équipes de Protection de l'Enfant. Les autorités des districts, les Comités de Développement des Circonscriptions et les Conseils pour les Enfants les plus vulnérables ont la volonté d'adresser le problème du travail et des violences faites aux enfants.
	Résultat 2 : Les garants de droits des districts et les acteurs du secteur minier respectent la législation existante concernant les sites miniers et la prévention du travail des enfants	- % des petits exploitants miniers qui connaissent les réglementations contre le travail des enfants et les conséquences néfastes des pires formes de travail sur le développement des enfants - % d'augmentation du nombre de petits exploitants miniers ayant pris des mesures pour restreindre l'emploi d'enfants à la fin du projet - % d'augmentation du nombre de petits exploitants miniers déclarés	Etude de base Rapport d'évaluation à mi-parcours Rapport d'évaluation finale Rapports réguliers de l'Association des petits exploitants miniers (GEREMA) et du département de l'Exploitation minière Minutes et rapports des sessions de sensibilisation auprès des petits exploitants miniers	Le commissaire Régional de l'Exploitation minière ainsi que les officiers de l'Inspection du travail et de la Police ont la volonté de s'impliquer dans le suivi des activités minières des 3 districts. GEREMA reste en bon terme avec les exploitants miniers et finalise son implémentation dans le district de Chato. Les petits exploitants miniers déclarés et non déclarés participent aux formations.
	Résultat 3 : Les enfants de 5 à 13 ans sont soutenus dans l'accès/la réintégration et l'achèvement de leur éducation de base	- Variation des taux de fréquentation, d'abandon et d'achèvement à l'école primaire - % de filles et de garçons retirés des pires formes de travail qui sont passés dans la classe supérieure au moins une fois depuis leur réintégration à l'école - % d'augmentation des budgets alloués à l'éducation pré primaire et primaire ainsi qu'à l'éducation informelle	Etude de base Rapport d'évaluation à mi-parcours Rapport d'évaluation finale Rapports et registres des écoles; Rapports mensuels des travailleurs parasociaux et des personnes ressources communautaires; rapports de formation	Les infrastructures scolaires ont la capacité d'accueillir les nouveaux enfants inscrits fréquentant l'école et complétant leur cycle primaire. Les enfants en besoin d'appui psychosocial ont la volonté d'assister aux rendez-vous individuels et collectifs tenus par les personnes ressources communautaires de NELICO et les travailleurs parasociaux. Les enseignants ont la volonté de participer aux formations. Conditions climatiques et économiques favorables.
	Résultat 4 : La sécurité économique des foyers les plus vulnérables est améliorée afin de prévenir le travail des enfants	- % d'augmentation moyenne des parts des AVEC et AJEC distribuées depuis leur création - % de crédits des Associations AVEC dédiés à des investissements dans une AGR - # de filles et de garçons retirés des pires formes de travail dont les gardiens sont impliqués dans une AVEC/Association d'AVEC ou une AGR - # de jeunes femmes et # de jeunes hommes diplômés des formations professionnelles au niveau des villages déclarant être moins anxieux et avoir plus confiance en eux	Etude de base Rapport d'évaluation à mi-parcours Rapport d'évaluation finale Rapports mensuels des personnes ressources communautaires et trimestriels des agents locaux de CODERT ; Livres comptables et livres d'épargne des AVEC, AJEC et Associations d'AVEC, Système d'Information pour les AVEC, AJC et Associations d'AVEC; Liste de présence aux réunions et formations et rapports.	Les membres des AVEC, AJEC et Associations d'AVEC ont la volonté d'utiliser les fonds sociaux et éducatifs pour l'éducation et le bien de la communauté ainsi que pour les formations professionnelles. Les groupes d'AGR suivent les formations en cascade. Les experts locaux ont la volonté de partager leurs connaissances et former un appui.
	Résultat 5 : Les communautés et les fournisseurs de services de santé possèdent de meilleures connaissances en matière de droits et santé sexuelle et reproductive et adoptent des mesures préventives adaptées aux jeunes	- % d'augmentation du budget dédiés à la santé sexuelle et reproductive à la fin du projet - # de jeunes femmes et hommes de 15 à 24 ans accédant aux services de santé sexuelle et reproductive - % de jeunes femmes et hommes de 15 à 24 ans et % de femmes et hommes pouvant nommer au moins 3 services de santé sexuelle et reproductive de base, moyens de transmission des MST/IST et méthodes de planification familiale	Etude de base Rapport d'évaluation à mi-parcours Rapport d'évaluation finale Liste de présence des réunions et formations; Minutes des réunions; rapports des Bureaux Médical du district	Les départements gouvernementaux et les fournisseurs de services (Équipe de gestion sanitaire du district, Éducation, Développement Communautaire, affaires sociales, leaders religieux, Distributeurs communautaires, agents de santé communautaires) ont la volonté de participer aux réunions et formations. Les membres des communautés, les leaders villageois et religieux ainsi que les enfants et les jeunes ont la volonté d'améliorer leurs connaissances en termes de planning familial et de SRD et d'en discuter.
Activités à développer	Quelles sont les activités-clés à mettre en œuvre, et dans quel ordre, afin de produire les résultats attendus ? (Groupez les activités par résultats)	Moyens : Quels moyens sont requis pour mettre en œuvre ces activités, par exemple personnel, matériel, formation, études, fournitures, installations opérationnelles, etc. ?	Quelles sont les sources d'information sur le déroulement de l'action ? Coûts : Quels sont les coûts de l'action ? (Détail dans le budget de l'action)	Quelles pré-conditions sont requises avant que l'action commence ? Quelles conditions hors du contrôle direct du Bénéficiaire doivent être réalisées pour la mise en œuvre des activités prévues ?
Activités et formations préparatoires ainsi que de coordination et recherche				
	Événement de lancement du projet	Salle, transports et frais de restauration	Liste de participants à l'événement	Les autorités gouvernementales et les parties prenantes au projet sont disponibles pour participer à l'événement.
	Atelier de lancement du projet	Transports, frais de restauration et fournitures	Liste de participants à l'atelier Rapport d'activité	Les parties prenantes du projet sont disponibles pour participer à l'atelier.
	Formation annuelle des partenaires techniques afin de renforcer leurs capacités institutionnelles telles que la gestion financière et de projet, le reporting technique et financier et le développement de projet	Frais de restauration, fournitures 2 jours de formation par an Facilitateurs: Responsables de projet de Plan Tanzanie et Plan France	Liste de participants Rapport des formateurs Tests pré et post-formation	NELICO et CODERT ont la volonté de participer aux formations
	Etude de base et étude de marché pour le résultat 4	Consultant avec le soutien du responsable de projet et l'équipe M&E de Plan Tanzanie	Rapport de l'étude de base	Le consultant a été sélectionné. Les communautés ont la volonté de s'impliquer dans les groupes de discussions et les interviews menés par le consultant.
	Réunions semestrielles du comité de pilotage du projet	Transport, frais de restauration, fournitures 2 réunions par an avec les partenaires du projet et les parties prenantes Facilitateurs: responsable de projet Plan Tanzanie	Liste de participants Rapports de réunions Rapport de revue annuelle du projet	Tous les partenaires et parties prenantes clés du projet ont la volonté de s'engager dans un processus participatif de coordination entre acteurs et ont la possibilité d'allouer du temps pour les réunions.
	Réunions de coordination nationales avec les principaux acteurs impliqués dans les problématiques du travail des enfants en Tanzanie	Salle, transports, frais de restauration et fournitures 1 réunion par an Facilitateurs: Responsable de la Protection de l'Enfant Plan Tanzanie	Liste de participants Rapports de réunions	Les acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la lutte contre le travail des enfants ont la volonté d'améliorer la coordination nationale et d'allouer du temps pour participer aux réunions
Résultat 1				
Les systèmes de protection des enfants au niveau du district, des circonscriptions et des villages sont renforcés				
1.1	Équipement et soutien aux Services des Affaires sociales (DSWO) et aux Bureaux pour les Enfants et en Faveur de l'Égalité des Sexes de la Police au niveau du district afin de combattre le travail des enfants ainsi que les formes d'abus associés envers les enfants et assurer la mise en œuvre et le suivi efficaces des systèmes de protection de l'enfant			
1.1.1	Évaluation des conditions de travail des Services des Affaires sociales et Bureaux pour les Enfants et en Faveur de l'Égalité des Sexes de la Police	Par district avec la collaboration de Plan	Rapport d'évaluation	Le département des Affaires sociales et le Bureau pour les Enfants et en Faveur de l'Égalité des Sexes de la Police ont la volonté de partager les informations sur leurs besoins.
1.1.2	Plaidoyer pour l'attribution de bureaux nécessaires pour les services sociaux et pour la création de postes de travailleurs parasociaux au niveau des circonscriptions et des villages afin d'assurer un traitement approprié des cas de travail et d'abus envers les enfants	Frais de restauration et rafraîchissements Un jour de réunion par district par an Facilitateurs : Plan Tanzanie avec l'appui du Département des Affaires Sociales	Liste de participants Autres coûts	Les Directeurs Exécutifs du District soutient le renforcement du système de protection de l'enfant.
1.1.3	Appui à la rénovation et l'équipement des locaux des Services des Affaires Sociales et des Bureaux pour les Enfants et en Faveur de l'Égalité des Sexes de la Police	Équipement et fournitures	Facture proforma obtenues pendant les cotations de prix, reçu des commandes, Rapports semestriels Autres coûts	Les Directeurs Exécutifs du district allouent un espace pour les services des Affaires sociales et les Bureaux pour les Enfants et en faveur de l'Égalité des Sexes de la Police. Les équipements sont obtenus après une sélection compétitive des fournisseurs.
1.2	Mise en œuvre du Plan National d'Action pour prévenir et répondre à la violence faite aux enfants au niveau du district			
1.2.1	Introduction du Plan National d'Action aux membres du Conseil du district, les responsables des départements du gouvernement compétents, les ONG, OSC et organisations confessionnelles	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs Un jour de réunion par district Participants : Directeur Exécutif et commissaire du District (2), responsables de départements (Santé, Police/Bureau pour les enfants et en faveur de l'égalité des sexes de la Police, Éducation, Affaires Sociales, Développement Communautaire, Migration, Prison, Exploitation Minière, Tribunal du district, Éducation, Planification, OSC, organisations confessionnelles) Facilitateurs : Plan, Ministère de la Santé et des Affaires Sociales (1)	Liste de participants; minutes des réunions. Autres coûts	Les membres du Conseil, les chefs de départements clés, les ONG, Organisations de la Société Civile et les Organisations confessionnelles ont la volonté de participer aux réunions
1.2.2	Création de 3 Équipes de Protection de l'Enfant au niveau du district (DCPT)	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs Un jour de réunion par district Facilitateurs : Plan, Ministère de la Santé et des Affaires Sociales (1)	Liste des membres des Équipes de Protection de l'enfant au niveau des districts; Minutes des réunions. Autres coûts	Les participants acceptent de devenir membres des Équipes de Protection de l'Enfant.
1.2.3	Renforcement des capacités des 3 Équipes de Protection de l'Enfant au niveau des districts			
a)	Formation des membres des 3 DCPT sur les normes nationales sur le travail et la protection des enfants	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissement, fournitures, transports pour les facilitateurs 5 jours de formation par district, 2 jours de recyclage en A2 et A3 Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post-formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Équipes de Protection de l'Enfant.
b)	Formation des travailleurs sociaux sélectionnés dans les 3 districts sur la gestion des cas	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 3 jours de formation par district, 2 jours de recyclage en A2 et A3 Participants: 4 travailleurs parasociaux et 2 officiers du Bureau pour les enfants et en faveur de l'égalité des sexes de la Police Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post-formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Équipes de Protection de l'Enfant.
c)	Formation des travailleurs sociaux sélectionnés dans les 3 districts sur le Système d'Information pour la Protection de l'Enfant (CPMIS)	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 4 jours de formation, 1 jours de recyclage en A2 et A3 Participants: 4 travailleurs parasociaux et 2 officiers du Bureau pour les enfants et en faveur de l'égalité des sexes de la Police Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post-formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Équipes de Protection de l'Enfant.
d)	Formation des responsables des Départements et des agents de la Planification des 3 districts sur les Directives nationales sur la budgétisation pour la protection de l'enfant	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 4 jours de formation par district, 2 jours de recyclage en A2 et A3 Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post-formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Équipes de Protection de l'Enfant.
e)	Formation des officiers de police sélectionnés dans les 3 districts sur les violences de genre et la protection des enfants	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 5 jours de formation par district, 2 jours de recyclage en A2 et A3 Participants: 15 officiers de Police (priorité au Bureau pour les Enfants et en faveur de l'Égalité des Sexes) et 2 agents des Affaires sociales Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post-formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Équipes de Protection de l'Enfant.

f)	Formation des agents de santé sélectionnés dans les 3 districts sur la gestion des cas de violences faites aux enfants	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 14 jours de formation par district, 1 jour de recyclage en A2 et A3 Participants: 15 agents de santé par district Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post- formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Equipes de Protection de l'Enfant.
g)	Formation des agents de Développement Communautaire sélectionnés dans els 3 districts sur les compétences parentales	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 5 jours de formation par district, 2 jours de recyclage en A2 et A3 Participants: 26 officiers du département du Développement Communautaire Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post- formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Equipes de Protection de l'Enfant.
h)	Formation des représentants des tribunaux sélectionnés dans les 3 districts sur les normes de justice juvéniles	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 4 jours de formation par district, 1 jour de recyclage en A2 et A3 Participants: 3 représentants des tribunaux par district Facilitateurs : Formateurs nationaux (2)	Liste des participants, rapport des formateurs nationaux Tests pré et post- formations Autres coûts	Disponibilité des formateurs nationaux et des membres des Equipes de Protection de l'Enfant.
1.2.4	Réunions de coordination des 3 Equipes de Protection de l'Enfant au niveau des districts	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs Réunions trimestrielles Facilitateurs : Equipe de Protection de l'Enfant au niveau du district avec le soutien de Plan	Liste des participants; Minutes des réunions et plan d'action des Equipes de Protection de l'Enfant. Autres coûts	Les membres des Equipes de Protection de l'Enfant se rendent disponibles pour les réunions.
1.3	Implémentation du Plan National d'Action pour prévenir et répondre à la violence faite aux enfants au niveau des circonscriptions			
1.3.1	Introduction du Plan National d'Action aux Comités de développement des Circonscriptions et création de 17 Equipes de Protection de l'Enfant au niveau des Circonscriptions	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs Un jour de réunion par circonscription Participants par circonscription (15): directeur exécutif, Conseillers (1), agents du développement communautaire, pour l'agriculture et l'extension agricole, coordinateur d'exécution, responsable de clinique, agent de santé communautaire, de police, officier de justice, leaders religieux (2), OSC (2) Facilitateurs : Département des Affaires Sociales avec le soutien de Plan	Liste des participants et liste des membres des Equipes de Protection de l'Enfant au niveau de circonscriptions Rapport des formateurs du département des Affaires Sociales Autres coûts	Le Département des Affaires Sociales remplit son rôle de coordination pour le déploiement des systèmes de protection de l'enfant. Les membres des Comités de Développement des Circonscriptions sélectionnés ont la volonté de prendre part aux réunions et d'établir les Equipes de Protection de l'Enfant au niveau des Circonscriptions.
1.3.2	Renforcement des capacités des membres des 17 Equipes de Protection de l'Enfant au niveau des circonscriptions			
a)	Formation sur la protection des enfants, sur leurs rôles et responsabilités	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 4 jours de formation par circonscription, 1 jour de recyclage en A2 et A3 Facilitateurs : Agents des départements des Affaires Sociales, Police, Développement Communautaire et Exploitation Minière appartenant aux DCPT	Liste des participants Rapports des formateurs; rapports semestriels Tests pré et post- formations Autres coûts	Les membres des Equipes de Protection de l'Enfant au niveau des Circonscriptions prennent part aux formations. Engagement des Equipes de Protection de l'Enfant des districts afin de remplir leur rôle de formateurs.
b)	Formation sur les compétences parentales	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 4 jours de formation par circonscription, 1 jour de recyclage en A2 et A3 Facilitateurs : Département du Développement Communautaire	Liste des participants Rapports des formateurs; rapports semestriels Tests pré et post- formations Autres coûts	Les membres des Equipes de Protection de l'Enfant au niveau des Circonscriptions prennent part aux formations. Engagement des Equipes de Protection de l'Enfant des districts afin de remplir leur rôle de formateurs.
1.4	Mise en œuvre du Plan National d'Action pour prévenir et répondre à la violence faite aux enfants au niveau des villages			
1.4.1	Revalidation des Conseils pour les Enfants les Plus Vulnérables déjà existants et/ou création de nouveaux Conseils	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 1 jour de réunion pour 3 villages 15 participants par village: administrateur général, président du village, enseignants des écoles primaires (un par école), travailleurs parasociaux (lorsqu'ils existent) et représentants des Conseils d'enfants des villages (2) ou d'autres enfants scolarisés, OSC, organisations confessionnelles (2), toutes autres institutions travaillant avec les enfants Facilitateurs : Départements des Affaires Sociales et du Développement Communautaire, administrateurs généraux des circonscriptions, avec le soutien de Plan	Liste de participants, Minutes des réunions Rapports semestriels Autres coûts	Engagement des leaders villageois sélectionnés pour participer aux réunions et établir/renforcer les Conseils pour les Enfants les Plus Vulnérables. Soutien adéquat des Equipes de Protection de l'Enfant des districts et des circonscriptions
1.4.2	Renforcement des capacités des membres des 91 Conseils pour les Enfants les Plus Vulnérables	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 3 jours de dialogues par village en année 2 et 3 Facilitateurs : formateurs des DCPT et WCPT	Liste de participants, Rapports des formateurs Rapports semestriels Tests pré et post- formations Autres coûts	Volonté des Conseils pour les Enfants les Plus Vulnérables de réaliser leurs missions. Les Conseils prennent part aux formations. Les Equipes de Protection de l'Enfant du district et des circonscriptions remplissent leur rôle de formateurs.
1.5	Renforcement de la coordination des ONG, OSC et organisations confessionnelles pour l'éradication du travail des enfants dans la région de Geita	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs Réunions trimestrielles Facilitateurs : Plan	Liste de participants, Minutes des réunions Rapports semestriels Autres coûts	Les ONG, OSC et organisations confessionnelles ont été identifiées et sont prêtes à rencontrer et échanger régulièrement avec Plan.
1.6	Promotion des activités de plaidoyer menées par les enfants à travers la création et le soutien aux conseils d'enfants du niveau communautaire au niveau des districts			
1.6.1	Création de nouveaux conseils d'enfants et /ou soutien à ceux déjà existants avec le soutien du Département du Développement Communautaire	Uniformes, transports, frais de restauration, fournitures Facilitateurs : département du Développement Communautaire, avec le soutien de NELICO	Liste des enfants Conseillers; Procès verbaux des réunions. Autres coûts	Les représentants des enfants ont été élus et leurs parents acceptent leur participation aux Conseil d'Enfants. NELICO et le département du Développement Communautaire remplissent leur rôle.
1.6.2	Formation des enfants conseillers sur leurs rôles et responsabilités, le plaidoyer mené par les jeunes ainsi que sur les droits et la santé sexuelle et reproductive	Transports, frais de restauration, fournitures Modules de formation 3 jours de formation par conseil en A1, 1 jour de recyclage en A2 et A3 Facilitateurs : département du Développement Communautaire	Liste de participants; Tests pré et post- formations Autres coûts	Les parents des enfants conseillers acceptent la participation de leurs enfants aux formations
1.7	Sensibilisation des communautés et des garants de droits sur la protection des enfants et en particulier sur le travail des enfants et l'importance de l'éducation			
1.7.1	Sensibilisation des communautés sur le système de protection de l'enfant existant, les droits de l'enfant, les conséquences négatives du travail des enfants, l'importance de l'éducation	Salle, indemnisation, frais de restauration et rafraîchissements, fournitures, transports pour les facilitateurs 2 réunions de plein air par circonscription et par an Facilitateurs : Département des Affaires Sociales, du Développement Communautaire, de la Police avec le soutien de NELICO	Rapports semestriels; Rapport trimestriels de NELICO Autres coûts	Les départements des Affaires Sociales, du Développement Communautaires et de la Police remplissent leur rôle. Le matériel IEC est développé.
1.7.2	Célébration de la Journée de lutte contre le travail des enfants et de la Journée de l'Enfant Africain			
a)	Participation à la Journée de la lutte contre le travail des enfants au niveau national	Transports, logements	Liste des participants, rapport de mission, rapports semestriels.	Le Ministère du Travail et de l'Emploi organise un événement pour la Journée de lutte contre le travail des enfants
b)	Participation à la journée de l'Enfant Africain au niveau du district avec la participation des enfants conseillers	Tentes, transport pour les enfants, location de voitures	Rapport de mission, rapports semestriels	Les parents acceptent la participation de leurs enfants à l'événement
1.7.3	Diffusion de spots radio et de programmes télévisés au niveau national pour sensibiliser et encourager le dialogue autour du travail des enfants	Indemnisation, coûts de programmation, tickets d'avions pour l'équipe de TBC 16 programmes de radios par an et 1 programme TV (en partenariat avec la chaîne TBC) en année 1 et 3	Programmes radio et TV Autres coûts	Les acteurs médias sont sensibilisés à la cause du travail des enfants et allouent le temps nécessaires à la réalisation des programmes.
Résultat 2 : Les garants de droits des districts et les acteurs du secteur minier respectent la législation existante concernant les sites miniers et la prévention du travail des enfants				
2.1	Organisation de visites de suivi sur les sites d'exploitation minière et plaidoyer pour des visites régulières			
2.1.1	Facilitation de l'organisation de visites de suivi régulières sur les sites d'exploitation minière afin de garantir l'éradication du travail des enfants	Indemnisation des participants Visites trimestrielles Participants aux visites: GEREMA, département de l'Exploitation minière, Police, Commissaire du district, officier de l'Inspection du Travail (de Mwanza)	Rapports de visites Rapports semestriels	GEREMA facilite les visites dans tous les districts. Les agents des districts ont la volonté d'assurer des visites de suivi régulières et ont le temps de le faire.
2.1.2	Plaidoyer pour la création de services d'inspection du travail dans tous les districts et pour une meilleure coordination entre les départements de l'Exploitation minière et du travail	Salle, transports, indemnisation, repas et fournitures 1 réunion par an au niveau national et réunions trimestrielles au niveau régional Facilitateurs : Plan (conseiller technique au niveau national et coordinateur du projet au niveau régional)	Rapport des réunions Rapports semestriels	Les départements de l'Exploitation minière et du Travail ont la volonté d'accueillir Plan Tanzanie et priorise la problématique du travail des enfants et lerespect de la législation dans les mines.
2.2	Promotion de l'enregistrement et la modernisation des sites pour les petits exploitants miniers ainsi que des législations contre le travail des enfants			
2.2.1	Plaidoyer auprès du Commissaire de l'Exploitation minière pour l'enregistrement et la meilleure information des petits exploitants miniers sur les fonds existants en vue de la modernisation de leur site d'exploitation	Salle, transports et logement, indemnisation, repas, fournitures 2 réunions par an au niveau régional avec un officier du département de l'Exploitation minière, de GEREMA, Ministère du Travail (de Dar es Salaam), représentants des petits exploitants miniers non déclarés, un agent des Affaires Sociales	Rapport des réunions Rapports semestriels	Le Commissaire de l'Exploitation minière fait de l'enregistrement des exploitants miniers et de la modernisation des sites une priorité.
2.2.2	Sensibilisation des petits exploitants miniers déclarés sur la sécurité, les réglementations, la modernisation et la protection de l'environnement dans l'activité minière	Matériels IEC, salle, collation, transports des participants, frais de facilitateurs 2 réunions par an avec 200 mineurs déclarés Facilitateurs : un officier du département de l'Exploitation minière, GEREMA et des acteurs spécialisés dans la modernisation technologique	Liste des participants; minutes des réunions Rapports semestriels Autres coûts	Les petits exploitants miniers déclarés ont la volonté de participer aux réunions et sont identifiés.
2.2.3	Sensibilisation des petits exploitants miniers non déclarés à l'importance d'être déclarés	Matériels IEC, frais de facilitateurs 2 réunions par an avec 5000 mineurs non déclarés Facilitateurs : un officier du département de l'Exploitation minière avec le soutien de GEREMA	Liste des participants; minutes des réunions Rapports semestriels Autres coûts	Les petits exploitants miniers non déclarés ont la volonté de participer aux réunions et sont identifiés.
2.2.4	Sensibilisation des petits exploitants miniers non déclarés sur la sécurité, les réglementations, la modernisation et la protection de l'environnement dans l'activité minière	Matériels IEC, frais de facilitateurs 1 réunion de 2 jours par an avec 5000 mineurs non déclarés (visite de site en site) Facilitateurs : un officier du département de l'Exploitation minière avec le soutien de GEREMA	Liste des participants; minutes des réunions Rapports semestriels Autres coûts	Les petits exploitants miniers non déclarés ont la volonté de participer aux réunions et sont identifiés.
Résultat 3 : Les enfants de 5 à 13 ans sont soutenus dans l'accès/la réintégration et l'achèvement de leur éducation de base				
3.1	Plaidoyer en faveur de l'éducation auprès des principales autorités du district, des circonscriptions et des villages			
3.1	Formation des professeurs de sport sur l'animation d'activités sportives et récréatives sensibles au genre dans les écoles primaires	Salle, repas et rafraîchissement, transports, fournitures 2 réunions par an par district, circonscription et village Participants : - District : responsable des Départements, Conseillers, Membres du Parlement - Circonscription : Membres du Comité de Développement, Coordinateur Education, administrateur général, Conseillers - Village : Professeurs d'écoles (primaires et secondaires), OSC, président	Liste des participants; minutes des réunions Autres coûts	Les autorités des districts, circonscriptions et villages sont prêt à s'investir pour améliorer l'environnement éducatif de leur région.
3.2	Formation des comités scolaires sur les questions de travail et de protection des enfants dans les écoles primaires	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures 2 jours par circonscription par an Participants: 6 personnes par comité Facilitateurs : Plan	Liste de participants et rapports des formateurs Tests pré et post- formations Rapports semestriels	Les membres des comités sont identifiés.
3.3	Soutien en matériels scolaires et organisations d'activités récréatives dans les écoles maternelles et primaires			
3.3.1	Formation des professeurs de sport sur l'animation d'activités sportives et récréatives sensibles au genre dans les écoles primaires	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures 4 jours de formation en année 1 et 3 par circonscription Participants : 2 professeurs de sport par école Facilitateurs: Département des Sports et de la Culture avec le soutien de NELICO	Liste de participants et rapports des formateurs Tests pré et post- formations Rapports semestriels	Les enseignants à former sont identifiés par les départements de l'Education et des Sports et de la Culture. Ces derniers sont disponibles pour allouer du temps à la formation
3.3.2	Appui aux écoles primaires dans l'organisation de compétitions scolaires sensibles au genre (sports, dessin, écriture, lecture, théâtre, musique, chant, danse)	Equipements et matériels de sport (football, netball, costumes de danses, percussions et instruments de musiques), trophées, maillots 1 compétition par an par circonscription Facilitateurs: Plan	Liste des équipements fournis et factures proforma Rapport d'activités Rapport semestriels	Des équipes sont constituées dans chaque écoles de la zone d'intervention. Le matériel est obtenu de manière compétitive
3.3.3	Formation des enseignant-e-s de maternelle sur les compétences pédagogiques et les problématiques liées au travail des enfants	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs 5 jours en A1 à Chato (2 jours de recyclage à Geita), 2 jours de recyclage en A2 et A3 Participants : 2 professeurs de sport par école maternelle Facilitateurs: Département de l'Education avec le soutien de Plan	Liste des participants; rapports de formateurs; Tests pré et post- formations Rapports semestriels	Les bénévoles à formés sont identifiés par les communautés et les services de l'éducation.
3.3.4	Distribution de livres et de matériel de jeu sensible au genre aux écoles maternelles	Livres et jouets créés localement (football, frises d'alphabets, cordes à sauter, ...)	Liste de matériels distribués	Le matériel est obtenu de façon compétitive
3.4	Soutien aux anciens enfants travailleurs dans l'accès/la réintégration et l'achèvement de leur éducation primaire			
3.4.1	Identification des filles et garçons travailleurs par les Conseils pour les Enfants les plus Vulnérables et les travailleurs parasociaux	20 000 enfants identifiés	Liste des enfants travailleurs élaborés par les Conseils pour les Enfants les Plus vulnérables et les travailleurs parasociaux. Rapports semestriels.	

3.4.2	Soutien aux anciens enfants travailleurs les plus vulnérables par la fourniture de matériel scolaire et d'uniformes	Uniformes, livres, fournitures pour 4 000 enfants Supervisés par les personnes ressource communautaires de NELICO	Liste du matériel scolaire distribués par enfant	Le matériel est obtenu de façon compétitive. Les enfants travailleurs ont été identifiés.
3.4.3	Formation des personnes ressource communautaires de NELICO et des travailleurs parasociaux sur la protection et le soutien psychosocial des enfants	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs 2 jours à Chato en A1, 1 jour à Geita, puis 1 jour de recyclage en A2 et A3 Facilitateurs: Département des Affaires Sociales et NELICO	Liste des participants, rapports des formateurs Tests pré et post- formations Rapports semestriels	Les Directeurs Exécutifs des districts et les départements des Affaires Sociales créent des positions de travailleurs parasociaux dans l'ensemble des zones d'intervention
Résultat 4 La sécurité économique des foyers les plus vulnérables est améliorée afin de prévenir le travail des enfants				
4.1	Amélioration de l'accès aux services financiers pour les foyers les plus vulnérables par la création de 150 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), de 50 Associations de Jeunes d'Épargne et de Crédit et de 20 Associations d'AVEC			
4.1.1	Sensibilisation des acteurs clés des circonscriptions sur le fonctionnement et les avantages des AVEC, AJEC et IMA	Indemnisation des mobilisateurs, repas et rafraîchissement 1 jour de réunion par circonscription et par an Participants : directeurs exécutifs de la circonscription, agent du Développement Communautaire, Comité de développement, leaders au niveau du district (Département du Développement Communautaire, de l'Agriculture et Commerce dans une réunion par district)	Liste des participants; minutes des réunions Rapports semestriels.	
4.1.2	Sensibilisation des communautés sur le fonctionnement et les avantages des AVEC, AJEC et IMA	Indemnisations pour les animateurs et les groupes de danse Une réunion par village par an	Rapports des réunions Rapports semestriels	Les communautés ont la volonté de participer aux réunions
4.1.3	Identification des personnes ressource communautaires de CODERT chargées de mobiliser et de créer des AVEC, des AJEC et des IMA	1 personne ressource communautaire par village	Listes des personnes ressource communautaires de CODERT et liste des AVEC, AJEC et associations d'AVEC assignées à chacun Autres coûts: vélos	Des membres des AVEC initialement ont la volonté de devenir des personnes ressource communautaires et soutenir les activités de CODERT.
4.1.4	Formation des personnes ressource communautaires sur les règles de fonctionnement des AVEC/AJEC et IMA ainsi que sur les problématiques liées au travail des enfants	Salle, repas et rafraîchissement, indemnisation, fournitures 5 jours de formation, 1 jour de recyclage par an en Y1 et A3 Facilitateurs: Agents de terrain de CODERT	Liste des participants Tests pré et post- formations Rapports mensuels de CODERT	Les personnes ressource communautaires ont été identifiés par les agents locaux parmi les membres des AVEC.
4.1.5	Création des AVEC/AJEC dans les villages et distribution de matériels	200 kits de matériel	Rapport de remise d'équipement Rapport du système d'information sous Saving groups Liste des participants	Les jeunes, femmes et hommes ont la volonté de former des AVEC et AJEC.
4.1.6	Création de 20 Associations d'AVEC	Réunions en plein air par village Facilitateurs: personnes ressources communautaires de CODERT	Rapport du système d'information sous Saving groups	Les membres des AVEC montrent de l'intérêt dans la création d'associations d'AVEC et se rendent disponibles pour participer aux réunions.
4.1.7	Formation des membres des IMA sur la gestion des associations	Fournitures 7 sessions de formation par association, 1 recyclage par an Facilitateurs: Agents de terrain et personnes ressource communautaires de CODERT	Liste des participants; rapports mensuels de CODERT Tests pré et post- formations	CODERT remplit ses responsabilités et les membres des associations d'AVEC s'impliquent dans les formations
4.2 Identification et appui à des Activités Génératrices de Revenus				
4.2.1	Création de groupes d'AGR en fonction des secteurs porteurs identifiés dans l'étude de base	Indemnisation des animateurs et des groupes de danse 1 réunion en plein air par an par village 80% des membres des AVEC formeront une AGR et seront organisés en 320 groupes	Liste des membres des AGR créés	L'étude de base permet d'identifier des secteurs porteurs. Les conditions climatiques sont favorables pour le développement d'activités agricoles.
4.2.2	Formation des personnes ressource communautaires de CODERT sur la sélection, la planification et la gestion des AGR et les chaînes de valeur	Salles, repas et rafraîchissement, fournitures, kits de formation pour les formateurs 5 jours de formation en A1 à Chato, 2 jours à Geita et Nyanghwale, 2 jours de recyclage en A2 et A3, 3 jours de formation pour "Entreprise Your Life" en A1, 1 jour en A2 et A3 Facilitateurs: Agents de terrain de CODERT	Liste des participants; rapports mensuels de CODERT Tests pré et post- formations Autres coûts	Les personnes ressource communautaires ont été identifiés
4.2.3	Formation en cascade des membres des AGR par les personnes ressource communautaires sur la SPM et les chaînes de valeur	Kit de formation 5 jours de formation Facilitateurs: personnes ressources communautaires de CODERT	Liste des participants; rapports mensuels de CODERT Rapports semestriels	Les personnes ressource communautaires de CODERT ont été préalablement formés sur la Sélection, Planning et la Gestion.
4.3 Organisation de formations professionnelles dans les villages pour les jeunes				
4.3.1	Identification des jeunes, des compétences importantes et capacités nécessaires sur le marché du travail pour encourager l'auto-entreprenariat des jeunes	Salle, repas et rafraîchissement, indemnisation, fournitures 2 jeunes par village En collaboration avec administrateurs de village, personnes ressource communautaires et travailleurs parasociaux	Liste des jeunes identifiés Rapports semestriels	Les jeunes des AJEC montrent de la volonté pour créer leurs AGR et suivre des formations professionnalisantes.
4.3.2	Identification d'experts locaux gérant de petites entreprises et ayant les capacités de former les jeunes	Un expert par village: 91 experts locaux	Liste des experts locaux identifiés	Disponibilité des experts locaux sur les métiers identifiés par l'étude de base au niveau des villages.
4.3.3	Formation des experts locaux sur la transmission de compétences et le mentorat des jeunes	Salle, repas et rafraîchissement, fournitures 1 jour de formation en A1 Facilitateurs: Agents de terrain de CODERT, VETA/Sido	Liste des participants; rapports mensuels de CODERT Rapports semestriels	Les experts locaux sont disponibles pour la formation et montrent de la volonté pour accueillir et former un jeune.
4.3.4	Mise en relation des jeunes avec les experts locaux, principalement par l'apprentissage	Indemnisation pour les experts locaux Facilitateurs: Agents de terrain de CODERT	Liste des experts locaux et des jeunes leur étant assignés; rapports mensuels de CODERT Rapports semestriels	Les jeunes montrent de la volonté pour participer aux formations.
Résultat 5 Les communautés et les fournisseurs de services de santé possèdent de meilleures connaissances en matière de droits et santé sexuelle et reproductive et adoptent des mesures préventives adaptées aux jeunes				
5.1	Sensibilisation et plaidoyer auprès des acteurs clés pour la promotion des DSSR et de la planification familiale			
5.1.1	Session d'information aux acteurs clés des districts sur les interventions en termes de DSSR et de planification familiale menées dans le cadre du projet	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures 1 réunion par district par an Participants : Conseil des Equipes de Gestion de la Santé, agents des départements de l'Éducation, du Développement Communautaire et des Affaires Sociales, Plan Mené par le Bureau Médical du District	Liste des participants; Rapports des réunions Rapports semestriels.	Les officiels des districts sont réceptifs et ouverts sur les sujets liés à la santé sexuelle et reproductive et sur le planning familial en particulier.
5.1.2	Session d'information aux acteurs clés des circonscriptions sur les interventions en termes de DSSR et de planification familiale dans le cadre du projet	Salle, indemnisation, collations, fournitures, frais de facilitateurs 1 réunion par an par circonscription Participants : Comités de Développement des Circonscriptions, 2 organisations confessionnelles, Plan Mené par le coordinateur Santé des districts	Liste des participants; Rapports des réunions Rapports semestriels.	Les officiels des circonscriptions sont réceptifs et ouverts sur les sujets liés à la santé sexuelle et reproductive et sur le planning familial en particulier.
5.1.3	Plaidoyer au niveau des circonscriptions pour la création d'espaces adaptés aux jeunes et sensibles au genre dans les centres de santé existants afin de leur garantir un accès à de meilleurs services et conseils en matière de DSSR	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs 1 jour de réunion par circonscription par an Facilitateurs: Plan avec le soutien du Bureau Médical du District	Liste des participants; Rapports des réunions Rapports semestriels.	Les officiers médicaux des districts sont disponibles et soutiennent l'organisation des réunions afin de donner du poids au débat.
5.2 Renforcement des capacités des promoteurs de la santé pour une meilleure connaissance et promotion des DSSR au niveau communautaire				
5.2.1	Formation des Distributeurs communautaires, des Agents de santé communautaires et des travailleurs parasociaux des villages sur la planification familiale et la responsabilité parentale	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs 5 jours de formation par circonscription en A1, 2 jours de recyclage en A2 et A3 Participants : Distributeurs communautaires, Agents de santé communautaires et travailleurs parasociaux des villages Facilitateurs: Plan et le Bureau Médical du District	Liste des participants; rapports des formateurs Tests pré et post- formations Rapports semestriels	Les fournisseurs de service de santé à former sont identifiés par les départements de la santé et des Affaires sociales.
5.2.2	Création et/ou renforcement de clubs de santé au sein des écoles et des Associations de Jeunes d'Épargne et de Crédit pour la sensibilisation de leurs pairs sur les DSSR	Salle, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs Participants : 20 enfants par école, membres des AJEC Facilitateurs: Bureau Médical du District avec le soutien de Plan et de CODERT	Liste des enfants et jeunes des clubs; rapport d'activité Rapports semestriels	Les AJEC sont préalablement créés; les jeunes sont disponibles et prêts à s'investir afin de sensibiliser leurs pairs sur les questions de SDRD. Les comités de santé primaires identifient les enfants pour participer aux clubs de santé à l'école.
5.2.3	Formation des Comités de Soins de Santé des villages sur l'organisation des clubs de santé et les DSSR	Salle, indemnisation, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs 3 jours de formation en A1, 1 jour de recyclage en A2 et A3 Participants : 4 professeurs et parents du Comité de Santé des villages Facilitateurs: Bureau Médical du District avec le soutien de Plan	Liste des participants; rapports des formateurs Tests pré et post- formations Rapports semestriels	Les membres des comités à former sont sélectionnés.
5.2.4	Formation des membres des clubs de santé	Salle, repas et rafraîchissement, fournitures, frais de facilitateurs Participants : 1 jeune par AJEC et 20 jeunes par école Facilitateurs: Bureau Médical du District avec le soutien de Plan	Liste des participants; rapports des formateurs Tests pré et post- formations Rapports semestriels	CODERT et les Comités de Santé primaires identifient les enfants à former.
5.2.5	Elaboration et impression de matériel d'IEC sur les DSSR destinés aux jeunes	10 000 brochures	Nombres de brochures imprimées	
5.3 Sensibilisation des enfants, des jeunes et des adultes des communautés d'intervention sur les DSSR et la planification familiale				
5.3.1	Sensibilisation des Conseils pour les Enfants les plus Vulnérables, des leaders communautaires et des Comités scolaires sur l'importance des services de SSR adaptés aux adolescent-e-s	Indemnisation pour les facilitateurs et groupes de danse 1 réunion par an par village Participants : Comités d'École, Conseils pour les Enfants les plus Vulnérables, leaders communautaires Facilitateurs: Plan avec le soutien du Bureau Médical du District	Rapports des réunions Rapports semestriels	Comités des écoles, les Conseils pour les Enfants les Plus Vulnérables et les leaders communautaires ont la volonté de prendre part aux réunions
5.3.2	Dialogues communautaires avec les filles, les garçons, les pères et mères, les fournisseurs de services de santé sexuelle et reproductive ainsi que les leaders communautaires et religieux, sur les problématiques de DSSR spécifiques aux adolescent-e-s	Salle, fournitures, frais de facilitateurs Réunions régulières Participants : jeunes, parents, leaders religieux (2), fournisseurs de services en matière de santé (2) Mené par les travailleurs parasociaux, Comités d'écoles, Conseils pour les Enfants les plus Vulnérables, clubs de santé d'école et des AJEC. Supervisé par Plan ou le Bureau Médical du District de façon semestrielle	Rapports des réunions Rapports semestriels	Les communautés sont massivement mobilisées pour prendre part aux réunions et les leaders communautaires encouragent la mobilisation.
5.3.3	Mobilisation et sensibilisation des communautés sur les problématiques liées aux DSSR des adolescent-e-s par des performances théâtrales	Indemnisation pour les troupes de théâtre	Rapports des réunions Rapports semestriels	